

Terres Mouvantes

Changer de partenaire ne suffit pas



La Françafrique peut mourir politiquement sans que l'Afrique devienne souveraine économiquement. La vraie rupture ne se joue pas seulement dans les sommets. Elle commence quand on transforme ici ce qu'on consomme ici.

AFRICA FORWARD · NAIROBI · 11-12 MAI 2026

Un vieux cadre cherche une sortie

« *Les vrais panafricanistes, c'est nous.* »

EMMANUEL MACRON · NAIROBI · 10 MAI 2026

Le président **d'un pays à l'histoire coloniale violente et à l'impérialisme toujours actif** vient nous expliquer le panafricanisme. L'ironie n'a échappé à personne, surtout pas à la jeunesse africaine.

Les 11 et 12 mai 2026, une trentaine de chefs d'État se sont retrouvés à Nairobi pour Africa Forward, un sommet co-organisé par la France et le Kenya. Pour la première fois depuis 1973, ce format Afrique-France ne se tenait pas dans une ancienne colonie française. Le déplacement n'est pas anecdotique. Paris a quitté son vieux salon francophone pour s'installer au Kenya, puissance anglophone, carrefour régional, vitrine d'une Afrique que la France a longtemps regardée de côté.

Trois absences pesaient dans la salle : Bamako, Ouagadougou, Niamey. Les trois pays de l'Alliance des États du Sahel n'étaient pas là. Emmanuel Macron a parlé d'innovation, d'investissement, de nouveaux partenariats. Il a annoncé, selon France 24, vingt-trois milliards d'euros d'investissements orientés vers l'énergie, le numérique, l'intelligence artificielle, l'économie maritime et l'agriculture.

Mais derrière les mots neufs, une vieille question reste posée.

« *Un format né dans l'asymétrie peut-il vraiment produire une relation d'égal à égal ?* »

TERRES MOUVANTES

Le premier sommet franco-africain s'est tenu à Paris en novembre 1973. À l'époque, il réunissait surtout des États issus de la sphère francophone post-coloniale. Dans les chancelleries, le vocabulaire était plus direct : la « chasse gardée ». Cinquante-trois ans plus tard, le nom a changé. Le décor a changé. Le rapport de force, lui, n'a pas disparu.

Un pays convoque. Vingt, trente, parfois davantage, se présentent. On signe des communiqués. On parle d'avenir partagé. On promet une relation rénovée. Mais la structure dit autre chose : l'Afrique reste trop souvent invitée dans des cadres pensés ailleurs.

COMMERCE · MULTIPOLARITÉ · 2024

Paris suit l'argent. Pékin, Ankara, Moscou aussi.

Nairobi modifie la formule. Pas totalement. Mais assez pour dire quelque chose. La France a compris que son ancien centre de gravité africain ne suffisait plus. Elle regarde vers l'Afrique anglophone, vers les marchés plus grands, vers les corridors économiques qui pèsent déjà dans ses propres chiffres.

En 2024, selon la Direction générale du Trésor français, les deux premiers partenaires commerciaux de la France en Afrique subsaharienne étaient le Nigeria et l'Afrique du Sud, deux pays anglophones, devant la Côte d'Ivoire. Quand Paris va à Nairobi, il ne découvre pas une nouvelle Afrique. Il suit l'argent.

Il serait trop simple de lire Nairobi comme une histoire française. Ce serait encore mettre Paris au centre. Le vrai mouvement est plus large : l'Afrique dispose aujourd'hui de plus d'options qu'il y a vingt ans.

« Quand Paris va à Nairobi, il ne découvre pas une nouvelle Afrique. Il suit l'argent. »

TERRES MOUVANTES

La Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent en 2009, selon le

Council on Foreign Relations. La Turquie a multiplié ses ambassades, ses chantiers, ses lignes aériennes, puis ses ventes de drones et de véhicules blindés, comme le documente l'Egmont Institute. La Russie, à travers Africa Corps après Wagner, a renforcé sa présence sécuritaire et minière dans plusieurs pays sahéliens. Les pays du Golfe, l'Inde, le Maroc, l'Algérie, chacun à sa manière, cherchent aussi leur place.

Cette diversification est une bonne chose. Elle donne de l'air. Elle élargit la marge de négociation. Elle permet de faire jouer la concurrence sur les contrats, les infrastructures, les armes, les mines, les ports, les télécoms, l'énergie.

Mais il faut être lucide : changer de partenaire ne suffit pas. Si le Mali vend toujours de l'or brut, si le Niger vend toujours de l'uranium, si le Burkina vend toujours de l'or et du coton, si le Nigeria vend toujours du pétrole brut pour racheter du carburant raffiné, alors le drapeau du partenaire change, mais la place dans la chaîne de valeur reste la même.

On peut remplacer Paris par Pékin, Ankara, Moscou, Abou Dhabi ou New Delhi. Si on exporte le brut et qu'on importe le fini, on reste dans la même économie de dépendance.

TOP 3 FRANCE-AFRIQUE SUBSAHARIENNE · 2024

Nigeria · 4,9 Md€ (anglophone, hydrocarbures).

Afrique du Sud · 3,1 Md€ (anglophone).

Côte d'Ivoire · 2,66 Md€, +13 % sur un an (francophone).

À noter : L'opinion publique malienne accueille favorablement l'influence russe (88 %) et chinoise (79 %), selon Afrobarometer (AD1077, novembre 2025).

TRANSFORMATION · CHAÎNE DE VALEUR · BRUT EXPORTÉ

La vraie question : qui transforme ?

C'est ici que le discours africain doit sortir des slogans. La souveraineté ne se mesure pas seulement au nombre de partenaires. Elle se mesure à la capacité de transformer.

Transformer le pétrole en carburant. Le gaz en engrais. Le coton en textile. Le cacao en chocolat. Le lithium en composants. L'or en instruments financiers. Les céréales en produits stockables, transportables, exportables. Les ressources ne créent pas automatiquement la puissance. Elles créent la puissance quand elles passent par des usines, des ingénieurs, du crédit, des ports, des normes, des marchés.

« La formule est brutale parce qu'elle est juste : exporter des emplois, importer de la pauvreté.

»

ALIKO DANGOTE · WEST AFRICAN
REFINED FUEL CONFERENCE,
ABUJA · JUILLET 2025

Aliko Dangote dit la chose simplement. En juillet 2025, à Abuja, à la West African Refined Fuel Conference, il rappelait que l'Afrique produit beaucoup de brut mais importe encore massivement des produits pétroliers raffinés. Selon lui, le continent exporte ainsi des emplois et importe de la pauvreté.

Pendant des décennies, plusieurs pays africains ont accepté une absurdité économique : produire la matière première, l'envoyer dehors, puis payer plus cher pour la récupérer transformée. Ce modèle ne fabrique pas seulement une dépendance extérieure. Il détruit aussi des emplois qui auraient pu naître ici.

LE COÛT DU BRUT EXPORTÉ

~120 Mt · produits pétroliers raffinés importés par l'Afrique chaque année.

~90 Md\$ · coût annuel estimé pour le continent.

70 % · part de l'essence importée par la CEDEAO.

Lecture : Sortir du brut exporté n'est pas seulement un sujet de balance commerciale. C'est un sujet d'emplois, de compétences, et d'économie réelle.

DANGOTE · LAGOS · RAFFINAGE

Dangote n'est pas un sauveur

Dangote n'est pas un héros providentiel. Ce serait une erreur de raconter cette histoire comme celle d'un homme qui viendrait sauver le continent. Ce qui compte, ce n'est pas le personnage. C'est le modèle.

Le Dangote Group n'a pas seulement misé sur le commerce ou l'extraction. Il a investi dans les infrastructures physiques : ciment, sucre, engrais, pétrochimie, raffinage. Sa raffinerie de Lagos, avec une capacité nominale de 650 000 barils par jour, est aujourd'hui l'un des projets industriels les plus importants du continent.

Les effets commencent à se voir. En avril 2026, selon les données de l'autorité nigériane du secteur pétrolier aval reprises par la presse économique nigériane, la raffinerie Dangote aurait fourni 79 % de l'essence consommée au Nigeria. Les importations d'essence auraient reculé de 37 % sur la même période.

« La souveraineté commence là : quand une cargaison qui quittait le continent reste pour être transformée ici. »

TERRES MOUVANTES

Il ne faut pas forcer la causalité. Le Nigeria continue d'importer du brut pour alimenter l'usine quand l'approvisionnement local ne suffit pas. En 2025, la raffinerie aurait importé 3,74 milliards de dollars de brut, selon des données de la Banque centrale du Nigeria.

Mais le sens du mouvement est clair : chaque litre raffiné localement réduit une fuite de devises. Chaque cargaison transformée sur place garde une partie de la valeur dans le pays.

DANGOTE EN CHIFFRES

650 000 barils/jour · capacité nominale Lagos.

79 % de l'essence consommée au Nigeria en avril 2026.

–37 % sur les importations d'essence.

3,74 Md\$ de brut importés par la raffinerie en 2025.

Ce qu'on regarde : Pas le personnage. Le modèle. Et sa capacité à se reproduire ailleurs.

RUTO · RAFFINERIE EST-AFRICAIN · MOMBASA

Sortir de l'otage énergétique

Le Kenya regarde cette leçon de près. En mai 2026, autour du sommet de Nairobi, le président William Ruto a défendu l'idée d'une grande raffinerie est-africaine associée à Dangote. Le projet évoqué, selon Reuters et Business Insider Africa, pèserait entre quinze et dix-sept milliards de dollars, avec une capacité pouvant atteindre 650 000 barils par jour.

Ruto a résumé l'enjeu avec une phrase forte, citée par The Star Kenya et Al Jazeera : l'Afrique de l'Est ne veut plus être prise en otage par le détroit d'Ormuz ou par des guerres commencées ailleurs.

« Nous ne voulons plus être otages du détroit d'Ormuz. Nous avons nos propres ressources, et nous allons les utiliser pour industrialiser notre région. »

WILLIAM RUTO · AFRICA WE BUILD
SUMMIT, NAIROBI · AVRIL-MAI
2026

C'est exactement le cœur du sujet. Quand une région dépend de carburants raffinés ailleurs,

elle importe aussi les crises des autres. Une guerre au Moyen-Orient, une tension maritime, un choc sur les prix du fret, et le coût du transport, de la nourriture, de l'électricité et des produits de base remonte jusqu'aux ménages.

Mais l'épisode kenyan montre aussi une autre vérité : l'industrialisation africaine ne sera pas un conte panafricain sans conflit. Le choix du site, Mombasa au Kenya ou Tanga en Tanzanie, a déjà ouvert des tensions. Dangote pencherait pour Mombasa, port plus profond et mieux adapté à son projet, selon le Financial Times. Le président kenyan avait évoqué une logique régionale plus large. La Tanzanie, elle, n'entend pas être traitée comme une annexe. La présidente Samia Suluhu Hasan, dont le pays était initialement présenté comme partie au projet, n'avait pas été consultée. Elle a sévèrement repris Ruto lors de sa visite à Dar es Salaam début mai.

C'est sain de le voir. La coopération africaine n'efface pas les intérêts nationaux. Elle les organise, ou elle échoue.

CHRONOLOGIE · RAFFINERIE EST-AFRICAIN

23/04/2026 · Annonce conjointe Ruto-Dangote-Museveni au Africa We Build Summit, Nairobi.

04/05/2026 · Suluhu reprend Ruto à Dar es Salaam (non consultation tanzanienne).

10/05/2026 · Dangote tranche pour Mombasa (FT).

À suivre : Où l'usine sera construite, qui mettra l'argent, qui contrôlera le projet. Et si Nairobi, Dar es Salaam et Kampala peuvent s'accorder sans transformer la raffinerie en bras de fer régional.

CRÉDIT · CAPITAL DOMESTIQUE · TISSU

Le verrou oublié, et le tissu qui manque

Produire localement demande plus que des discours. Il faut du capital long. Des banques capables de prendre du risque industriel. Des marchés financiers profonds. Des garanties. Des ingénieurs. De l'énergie. Des ports. Des routes. Des contrats de long terme.

Sur ce point, l'Afrique est encore enfermée dans une contradiction. Les besoins sont immenses, mais le crédit reste cher. Les États africains empruntent souvent à des taux plus élevés que d'autres régions, même quand les projets sont solides. Plusieurs institutions financières, dont BCG et l'Africa Finance Corporation, estiment que le déficit annuel de financement des infrastructures africaines dépasse les cent milliards de dollars.

Le paradoxe, c'est que l'argent existe déjà en partie sur le continent. Fonds de pension, assurances, banques publiques, fonds souverains, caisses de retraite : plus de mille milliards de dollars de capital domestique africain pourraient être mieux mobilisés, selon l'Africa Finance Corporation et CFI.

« Le problème n'est pas seulement l'absence d'argent. C'est l'absence de canaux capables de transformer cette épargne en usines. »

TERRES MOUVANTES

L'Afrique n'a pas seulement besoin d'investisseurs étrangers. Elle a besoin d'instruments financiers qui ne l'obligent pas à vendre demain pour construire aujourd'hui.

Le danger serait maintenant de remplacer une illusion par une autre. Hier, on attendait le développement de l'aide extérieure, des sommets, des bailleurs, des partenaires stratégiques. Demain, on pourrait attendre un Dangote dans chaque pays. Ce serait encore attendre un sauveur.

Ce qu'il faut, c'est un tissu. Un grand industriel ici. Dix entreprises de taille intermédiaire là. Des centaines de PME capables de transformer, conditionner, réparer, stocker, transporter. Des coopératives qui montent en gamme. Des banques qui comprennent l'industrie. Des États qui ne se contentent pas de signer des protocoles, mais protègent les chaînes productives qu'ils veulent faire naître.

Les grandes choses et les petites choses doivent avancer ensemble. Une raffinerie compte. Une usine d'engrais compte. Une cimenterie compte. Mais un réseau de pièces détachées, de maintenance, de formation technique, de transporteurs et de sous-traitants compte aussi. La puissance productive ne se décrète pas. Elle s'accumule.

LE CAPITAL AFRICAIN · CHIFFRES CLÉS

~100 Md\$/an · déficit de financement infrastructure (BCG, 2025).

3/34 · pays africains notés *investment grade* (Brookings).

>1 000 Md\$ · capital domestique mobilisable (AFC, CFI nov. 2025).

2,6 % · taux de défaut sur infrastructure africaine, parmi les plus bas du monde.

À retenir : L'argent existe sur le continent. Ce qui manque, ce sont les canaux qui le transforment en usines, en réseaux, en chaînes logistiques.

AFRIQUE DE L'OUEST · SOUVERAINETÉ PRODUCTIVE · CHUTE

Ce que cela veut dire pour l'Afrique de l'Ouest

Pour l'Afrique de l'Ouest, la leçon est directe. La sous-région parle beaucoup de souveraineté. Elle a raison. Mais la souveraineté ne peut pas rester seulement militaire, diplomatique ou monétaire. Elle doit devenir productive.

Qui transforme l'or ? Qui raffine le pétrole ? Qui produit les engrais ? Qui finance les usines ? Qui forme les techniciens ? Qui contrôle les ports, les corridors et les entrepôts ? Qui assure les risques ? Qui capte la marge ?

Ce sont ces questions-là qui diront si la rupture actuelle est profonde ou seulement diplomatique. Bamako, Ouagadougou et Niamey peuvent diversifier leurs partenaires. Dakar, Abidjan, Accra, Lagos et Cotonou aussi. Mais si la région reste exportatrice de matières premières et importatrice de produits finis, elle négociera seulement les conditions de sa dépendance.

« Changer de partenaire est utile. Changer de place dans la chaîne de valeur est indispensable. »

TERRES MOUVANTES

Le problème n'est pas d'avoir des partenaires. Aucun pays sérieux ne vit sans partenaires. Le problème est d'être enfermé dans une seule place : fournisseur de brut, client de fini, débiteur permanent, marché captif.

La prochaine étape n'est pas l'indépendance totale. C'est l'interdépendance choisie.

Nairobi montre qu'un vieux cadre cherche une sortie. Dangote montre qu'un autre chemin existe. Entre les deux, il y a la vraie question africaine : qui transforme, qui finance, qui produit ?

La Françafrique peut finir. La Russie, la Chine, la Turquie, le Golfe ou l'Inde peuvent prendre plus de place. Cela ne suffira pas. Tant que l'Afrique vendra surtout ce qu'elle extrait et rachètera ce qu'elle aurait pu fabriquer, elle restera exposée aux décisions des autres.

La souveraineté ne commence pas dans une photo de sommet. Elle commence dans une usine qui tourne, une banque qui finance, un port qui exporte du fini, une entreprise qui garde la valeur ici.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le premier sommet Afrique-France a été convoqué par un Africain qui voulait renégocier l'uranium.

6 ans

C'est la peine de prison de Hamani Diori, arrêté cinq mois après avoir convoqué le tout premier sommet Afrique-France.

Hamani Diori, premier président du Niger (1960-1974), initie le format en novembre 1973. Pas pour la photo : il est en bras de fer avec Paris sur le prix de l'uranium et cherche une coalition, avec Omar Bongo au Gabon notamment, pour peser dans la négociation.

15 avril 1974. Coup d'État de Seyni Kountché. Sa femme Aïssa, présente au palais, est tuée avec la Garde républicaine. Diori passe six ans en prison à Zinder, puis sept ans assigné à résidence à Niamey, avant un exil au Maroc. Il meurt en 1989.

L'uranium nigérien, lui, a continué de couler vers Paris. Près de 157 000 tonnes au total, produites par les deux filiales d'Orano (Somaïr et Cominak) entre 1971 et 2024, selon les chiffres d'Orano et de la World Nuclear Association. Jusqu'à juin 2024, quand le Niger révoque la licence d'Imouraren, puis nationalise Somaïr en juin 2025.



Hamani Diori en 1968.

Ron Kroon / Anefo — Nationaal Archief — CC BY-SA 3.0 NL

À RETENIR

*Ce que Diori a tenté en 1973, le Niger d'aujourd'hui le fait. Cinquante ans plus tard. La question du format Afrique-France n'a jamais cessé d'être : **qui décide du prix de ce qu'on extrait sous nos pieds ?***

Qui veut quoi, qui paie, qui gagne

Lecture rapide d'un moment où l'Afrique cesse d'être un objet de sommet pour devenir un sujet de chaîne de valeur.

QUI VEUT QUOI

- Paris : rebrander la relation, regagner du terrain hors zone franco-historique
- AES (Mali, Burkina, Niger) : diversifier les partenaires, sortir de la tutelle française
- Dangote, Ruto : industrialiser, raffiner ici, capter la valeur ajoutée
- Chine, Turquie, Russie, Golfe, Inde : prendre la place laissée vacante

QUI PAIE

- Ménages africains, sur le prix du carburant, des engrais, du fini importé
- États ouest-africains, sur leurs taux d'emprunt punitifs
- Fonds de pension et caisses africaines, dont l'épargne sort financer ailleurs
- Réserves de change des pays exportateurs de brut sans raffinage local

QUI GAGNE

- Industriels qui transforment sur place (Dangote, équivalents émergents)
- Partenaires diversifiés qui captent contrats miniers, infrastructures, armes
- Pays anglophones qui captent déjà le commerce français en Afrique
- Institutions de crédit panafricaines qui sauront canaliser l'épargne locale

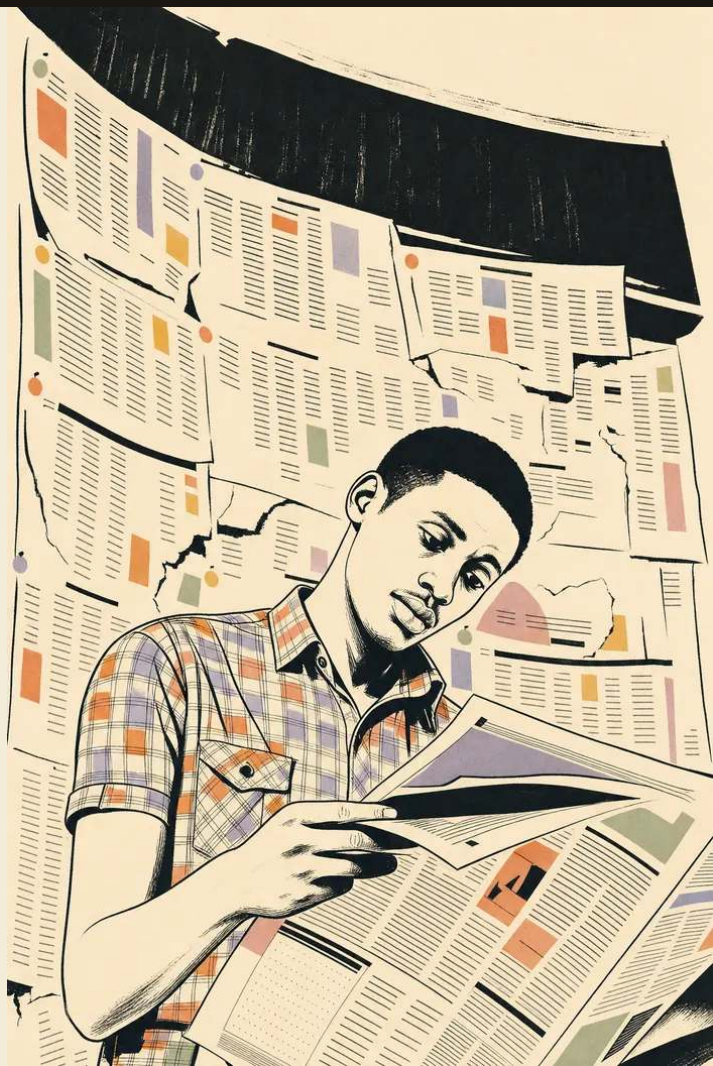
QUI PERD

- Modèle hérité du sommet asymétrique
- Exportateurs de brut sans transformation locale
- États qui changent de drapeau partenaire sans changer de chaîne de valeur
- Récit selon lequel le développement vient de l'extérieur

À SURVEILLER

- Sort du format Africa Forward après la fin du mandat Macron en 2027
- Concrétisation de la raffinerie est-africaine : site, financement, calendrier
- Capacité réelle de Dangote à durablement réduire les importations de carburant nigérianes
- BOAD, Afreximbank, AFC : leur poids dans le financement industriel ouest-africain
- Premiers acteurs sahéliens qui passeront du commerce extractif à la transformation locale

L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, toutes les deux semaines,
gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →